

“Le TGV de la mondialisation est en panne et il en va de la responsabilité morale de l’Occident de travailler avec les pays en voie de développement” : mais qu’attendent vraiment les Chinois de nous ?



Alors que certains pays occidentaux semblent s'engager sur la voie du protectionnisme, la Chine participera cette année au Forum Economique Mondial de Davos afin de promouvoir une "mondialisation inclusive".

Avec Jean-Marc
Siroën

Atlantico : Pour la Première fois, les représentants officiels chinois seront présent au Forum économique mondial de Davos, dans un climat pour le moins défavorable à la mondialisation. Les officiels chinois, conscients que la Chine a largement bénéficié de la dernière vague de mondialisation, indiquent que le monde développé aurait une obligation morale de continuer à travailler avec les pays émergents. Finalement, les pays émergents sont ils les pays qui auraient le plus à perdre d'une vague de protectionnisme ?

Jean-Marc Siroën : Les pays développés ne peuvent pas à la fois proclamer leur adhésion et leur soutien aux objectifs de développement durable (ODD) et, en même temps, priver les pays émergents des moyens nécessaires pour les réaliser. De même, on ne peut pas tenir le discours assez consensuel du « développement comme meilleure alternative possible à l'immigration » et mener en même temps des politiques commerciales qui auraient l'effet exactement inverse ! Si les Etats-Unis désinvestissent au Mexique, un mur n'empêchera pas l'afflux de migrants « fired » par les firmes américaines, ou sous-traitantes, qui les employaient. Il n'y a pas de murs dans la mer !

La croissance accélérée de la Chine, due, en partie, à son insertion dans la mondialisation, a finalement profité à tous. Elle a contribué à faire monter le prix des matières premières au plus grand bénéfice des pays producteurs comme la Russie ou le Brésil. Cette propagation de la croissance a suscité une forte demande des émergents ce qui a permis aux pays développés d'exporter davantage et de créer des emplois. La Chine a donc joué un rôle de « locomotive » autrefois dévolu aux Etats-Unis, au Japon ou à l'Allemagne. Sa bonne résistance a limité les dégâts de la crise de 2008. Si la Chine et les pays émergents s'étaient alors écroulés, comme beaucoup s'y attendaient, la France aurait connu un chômage bien plus massif.

Les pays émergents auraient certes beaucoup à perdre d'un protectionnisme généralisé, mais les pays développés aussi. L'augmentation du prix des biens de consommation ne serait ni la seule, ni la pire conséquence. La chute de la croissance de pays émergents se diffuserait aux pays développés qui perdraient leurs marchés d'exportation les plus dynamiques. Les probables représailles amplifieraient ce recul. Il ne faut pas non plus négliger les pertes que subiraient les firmes multinationales implantées à l'étranger, et qui sont les réels exportateurs des pays émergents (environ la moitié du commerce mondial est un commerce qui se

réalise entre filiales). Certains pourraient se réjouir du revers des firmes multinationales rendues impopulaires par leurs choix de délocaliser une partie de leur production. Mais celui-ci aurait aussi inévitablement des conséquences négatives sur l'emploi et la stabilité financière.

En cherchant à promouvoir une mondialisation "inclusive" permettant de bénéficier également aux classes moyennes occidentales, les représentants chinois semblent vouloir colmater les brèches d'une situation qui pourrait s'avérer dangereuse pour elle-même. Cependant, la Chine a-t-elle les moyens de rendre cette mondialisation plus "inclusive" ? Par quels moyens ?

Ce concept de croissance et de mondialisation « inclusive » très à la mode, n'en reste pas moins flou. Je ne vois pas très bien de quels moyens la Chine disposerait pour rendre la globalisation plus inclusive ... chez les autres. Par contre, la politique de Monsieur Xi pourrait avoir pour objectif de la rendre plus inclusive ... en Chine. Les conditions de travail restent mauvaises et mal contrôlées. La pauvreté s'est considérablement réduite, sans pour autant disparaître, notamment dans les campagnes. L'accès aux biens publics doit être amélioré.

Du fait de l'agitation sociale et d'une certaine rareté de la main d'œuvre, les salaires ont fortement augmenté dans l'industrie. Malgré la hausse du dollar –plus que la dépréciation du yuan- la compétitivité chinoise est remise en cause ce qui, indépendamment des pressions occidentales, a obligé de toute façon la Chine à revoir son modèle.

Les officiels chinois semblent également en avoir assez d'un discours basé sur des pays émergents qui "voleraient" des emplois aux classes moyennes occidentales, notamment en pointant les bienfaits de la mondialisation pour les pays riches. Comment faire la part des choses entre ces deux discours ?

Il ne faut perdre de vue que dans les années de croissance « folle », en Chine et dans les émergents, c'est-à-dire entre 2000 et 2008, la France a gagné deux millions d'emplois, soit une augmentation de presque 10%. Aux Etats-Unis, c'était presque 8 millions ! En France, le taux de chômage est passé d'environ 11% en 1997 à moins de 7,5% en 2008. On pourrait donc soutenir la thèse, non sans quelques arguments, que la stagnation de l'emploi et la croissance du chômage depuis 2008 serait due au ralentissement de la croissance des émergents !

Pourtant c'est le sentiment inverse qui domine aujourd'hui dans les pays occidentaux pour deux raisons. La première est que, même si l'emploi a globalement augmenté, la concurrence des pays émergents en a effectivement détruit dans un certain nombre de secteurs industriels. Beaucoup de travailleurs n'ont pu retrouver du travail aux mêmes conditions. Même ceux qui disposent d'emplois, peut-être d'ailleurs grâce aux exportations vers les émergents, se sentent menacés par la mondialisation. La seconde raison est la montée des inégalités qui a notamment frappé les classes moyennes. Certes, la mondialisation commerciale n'est pas la seule responsable de ces évolutions anxiogènes. Mais elle est un bouc émissaire facile.

En quoi l'excédent commercial chinois peut-il également traduire un comportement non coopératif au sein du commerce mondial ? N'est-ce pas également le cas de l'Allemagne ? Ces deux pays ont-ils les moyens de sortir d'une telle spirale ?

Aujourd'hui, la Chine et l'Allemagne accumulent les excédents commerciaux, un peu réduits, il est vrai, par des déficits dans les services. Puisque les exportations d'un pays sont les importations des autres, les excédents des uns, sont aussi les déficits des autres. Arithmétiquement, comme le disaient les mercantilistes, ce que gagnent les uns est perdu par les autres. On ne peut donc pas analyser l'excédent germano-chinois indépendamment du déficit américain (britannique, français,...). Les excédents sont généralement considérés comme la conséquence d'une plus grande compétitivité qui, autrefois, dans un régime d'étalon-or, aurait été sanctionnée par une hausse des prix qui aurait rétabli l'équilibre. Dans les systèmes de change actuel, on attend plutôt l'appréciation de la monnaie. C'est l'inverse que l'on constate aujourd'hui : l'euro et le yuan se déprécient alors que le dollar s'envole... Il n'y a plus de mécanismes correcteurs automatiques, ni même dirigés.

En fait, l'Allemagne, comme la Chine, épargnent trop et ne dépensent pas assez, ils se privent ainsi d'importations qui doperaient la croissance et donc la croissance mondiale. De ce point de vue, on peut effectivement parler de jeu non coopératif. Comme le préconise d'ailleurs le FMI, l'Allemagne pourrait jouer un rôle de locomotive par un budget plus accommodant ou des investissements plus importants dans la zone euro. Le cas de la Chine est plus complexe car son excédent commercial ne compense plus les sorties de capitaux. Ces trois dernières années, les réserves chinoises ont fondu de plus de 20%. Il n'en reste pas moins que les taux d'épargne extraordinaires de la Chine s'expliquent par un besoin de sécurité couvert par une épargne de précaution à laquelle pourrait se substituer un système d'assurance sociale plus développé. Si des pressions devaient être exercées sur la Chine, c'est plutôt sur ces questions qu'elles devraient l'être plutôt que sur des menaces protectionnistes qui, si elles devaient se réaliser, auraient toutes les chances d'aggraver la situation de l'économie mondiale.